



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 01

Question théorique :

La place du droit de l'Union européenne dans la hiérarchie des normes en France.

Question pratique :

Un couple a conclu un contrat avec une société de vente de panneaux solaires. Dans certains cas, le droit français, issu d'une transposition d'une directive européenne, reconnaît au signataire d'un tel contrat un droit de rétraction. Le couple estime qu'une décision de la CJUE confirme qu'il peut bénéficier de ce droit que le fournisseur lui conteste. La position du couple vous paraît-elle fondée ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 02

Question théorique :

L'articulation des articles 34, 37 et 38 de la Constitution française : loi, ordonnance et décret.

Question pratique :

Alors que le mode de fixation des droits d'inscription à l'université publique relève de la matière réglementaire, une loi récente a adopté un article en régissant les moindres détails. Est-conforme à la Constitution et comment remédier à la situation ?

NB : situation fictive.



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 03

Question théorique :

L'« invocabilité » des directives de l'Union européenne.

Question pratique :

Discussion entendue à la cafétéria de la faculté de droit de Trifouillis :

- F... : « il y a une directive qui prévoit que les fake news sont interdites, comme cela on peut agir au tribunal quand on en découvre une sur les réseaux sociaux ».
- S... : « Ben non c'est un règlement. Heureusement, sinon le gouvernement aurait bloqué l'interdiction ».

Lequel de ces interlocuteurs a raison ?

NB 1 : Fake news = information fausse

NB 2 : dialogue imaginaire, contenu fictif.



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 04

Question théorique :

Commenter l'article 1 alinéa 1^{er} du Code civil *Les lois et, lorsqu'ils sont publiés au Journal officiel de la République française, les actes administratifs entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le lendemain de leur publication. Toutefois, l'entrée en vigueur de celles de leurs dispositions dont l'exécution nécessite des mesures d'application est reportée à la date d'entrée en vigueur de ces mesures..*

Question pratique :

Une loi a été votée en mars 2023. Elle crée un droit à la triple correction délocalisée pour tous les étudiants. Son entrée en vigueur est subordonnée à un décret d'application qui devait être adopté le 31 décembre 2024 au plus tard. Ce décret n'a pas été pris. Quelles sont les conséquences de cette situation ?

NB : Situation fictive.



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 05

Question théorique :

La période précontractuelle dans le Code civil.

Question pratique :

Mme V... a mis en vente, par annonce déposée à la caisse de la boulangerie, sa maison. Un couple, parent de jeunes enfants, s'est montré intéressé et a demandé si les commerces du quartier étaient faciles d'accès. Mme V... leur a expliqué qu'en traversant le square en face de la maison, ils étaient à 5 minutes. Ce faisant, elle ne leur a pas dit :

- que le square était fermé entre 17:00 et 11:00 tous les jours de l'année ;
- que le centre commercial du quartier était déserté par les commerçants à cause du narco-traffic et que sa fermeture avait été mentionnée dans une réunion de quartier.



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 06

Question théorique :

La liberté contractuelle.

Question pratique :

M. S... a demandé à l'agence T... de mettre en location un T2. Il exige que les candidats à la location soient :

- français
- fonctionnaires
- mariés, s'il s'agit d'un couple
- sans enfant
- sans animal de compagnie
- s'obligeant à rester 8 ans dans le logement.

Un outil d'Intelligence Artificielle Générative lui a indiqué que le Code civil permet à chacun de choisir son cocontractant et de déterminer le contenu du contrat. L'agence doit lui expliquer la situation réelle. Vous êtes le représentant de l'agence.



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 07

Question théorique :

La classification des droits subjectifs.

Question pratique :

La célèbre star de la variété française, Walter BRUNY, est décédé en mai 2026. Il a été victime d'un tragique incident domestique. Voulant préparer un smoothie, il a mis la main dans le mixeur pour ôter un morceau d'ananas qui était coincé. Ce faisant, il a remis en marche l'appareil qui a sectionné plusieurs doigts de sa main gauche. Voulant de saisir de son téléphone branché sur le secteur, il a utilisé sa main droite poissée de sang. Le téléphone est tombé dans l'évier et il s'est électrocuté. Les premiers secours ont constaté son décès et un ambulancier a pris des photos achetées à prix d'or par la presse people. Sa fille, Pétunia, veut protéger la réputation de son père car les photos le ridiculisent. Le droit lui offre-t-il la possibilité de faire échec à la publication ?

NB : Situation fictive



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 08

Question théorique :

Les sanctions de l'inexécution du contrat.

Question pratique :

M. G... a conclu un contrat de distribution d'eau avec la Société Bretonne des eaux (la SBE), distributeur unique et exclusif d'eau potable en Bretagne. A compter de juin 2023, le préfet de Bretagne a réglementé l'accès à l'eau au moyen d'arrêtés successifs organisant des suspensions temporaires de l'accès à l'eau du robinet (« tours d'eau »), en raison d'une sécheresse exceptionnelle. Reprochant à la SBE de ne pas respecter ses obligations de continuité du service et de fourniture d'une eau propre et salubre, M. G... l'a assignée afin qu'il lui soit enjoint de rétablir la livraison d'eau potable, au robinet et sans coupure, et afin d'obtenir la réduction de 90 % du prix de l'abonnement jusqu'à rétablissement d'un approvisionnement continu. M. G... peut-il obtenir satisfaction en justice ?



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 09

Question théorique :

Commentez l'article 1170 du Code civil : *Toute clause qui prive de sa substance l'obligation essentielle du débiteur est réputée non écrite.*

Question pratique :

La société RUB a souhaité transférer la maintenance et la gestion de son infrastructure réseau dans le but de s'assurer de la fiabilité et de la sauvegarde de ses données. Elle a sollicité la société DRIA, spécialisée dans l'intégration des solutions informatiques et les prestations de services associées et a conclu avec elle : un contrat de mise en place d'une migration de l'intégralité des données informatiques et logiciels vers le cloud et un contrat d'assistance et de maintenance de son matériel informatique. Ces deux contrats prévoyaient une clause limitative de responsabilité. Après une perte de données imputable à DRIA, RUB entend contester la validité de cette clause.



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 10

Question théorique :

La signature.

Question pratique :

M. J... a signé électroniquement un contrat. Le cocontractant entend lui demander paiement des sommes dues et encore impayées et, pour le futur, obtenir la résiliation du contrat. Pour échapper au paiement, M. J... prétend que sa signature électronique n'est pas valable.



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 11

Question théorique :

La responsabilité du fait des choses à l'épreuve des nouvelles technologies.

Question pratique :

Le robot tondeur de pelouse de M. K... a pris la liberté de s'affranchir des clôtures du jardin et est allé musarder sur la voie communale et dans le jardin des voisins. Seuls des dégâts matériels ont été constatés. Les voisins et la commune demandent à M. K... de rembourser les remises en état des lieux. Il s'y refuse car le robot est autonome.



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 12

Question théorique :

Droit de la preuve et ordre public

Question pratique :

Le directeur-général de la société RYU soupçonne certains salariés d'un établissement isolé de se livrer à des activités de loisir sur leur temps de travail. Dépourvu de moyen d'information sur leur activité réelle, il a disposé un micro dans la salle de pause pour avoir enfin accès aux conversations échangées. Pourra-t-il utiliser les enregistrements ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 13

Question théorique :

Force obligatoire et effet relatif des contrats.

Question pratique :

La société VPS, dont le dirigeant est M. A..., a confié à une société d'expertise comptable la tenue de sa comptabilité. Soutenant que la société d'expertise-comptable a manqué à certaines de ses obligations en leur causant à l'une et l'autre un préjudice, la société VPS et M. A... l'ont assignée en justice. La société d'expertise-comptable invoque tant à l'encontre de la société VPS qu'à l'encontre du dirigeant des clauses contenues dans le contrat la liant à VPS et qui ont pour objet de limiter sa responsabilité. Cet argument peut-il aboutir vis-à-vis de la société VPS et peut-il en aller de même vis-à-vis de M. A... ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 14

Question théorique :

Quelle utilité pour la notion de quasi-contrat au XXI^e siècle ?

Question pratique :

M. L... est un enfant dévoué. Pendant les quinze dernières années de la vie de ses parents, il les a hébergés dans un bel appartement qu'il possède à Cannes sans leur demander ni loyer, ni contribution aux charges, même les plus modestes. Ses parents disposaient pourtant de revenus corrects. Ils sont décédés en décembre 2025 et février 2026. Les enfants de M. L... l'encouragent à demander, dans le cadre du règlement de la succession, « remboursement des sommes qu'il a perdues en hébergeant gratuitement ses parents ». M. L... est persuadé que son attitude était naturelle et qu'il ne peut rien demander. Ses frères partagent son point de vue.

Que dit le droit ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 15

Question théorique :

Les classifications secondaires des biens en droit français.

Question pratique :

Une société a vendu divers éléments de cuisine à un couple. Le contrat de vente contenait une clause retardant le transfert de la propriété des équipements à la date du règlement de la facture. Impayée, la société venderesse, demeurée propriétaire, veut revendiquer les meubles en question mais l'acheteur prétend que, puisqu'ils ont été posés, ils sont devenus immeubles par destination.



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 16

Question théorique :

La reconnaissance des propriétés collectives dans le Code civil

Question pratique :

Un couple décide de faire construire une rampe d'accès bétonnée pour faciliter le passage entre un chemin et une parcelle dont ils sont propriétaires indivis. L'un des coindivisaires demande la destruction de la rampe. N'ayant pas donné son accord pour sa construction, il ne veut pas être forcé à devenir propriétaire de la rampe. Le couple estime que chacun peut user de la parcelle comme il le souhaite, tant qu'il ne cause pas de dommage ou de trouble à la possession des autres propriétaires. Ce qui est le cas ici avec cette construction qui améliore même l'accès au terrain.

Que dit le droit ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 17

Question théorique :

Le nom des personnes.

Question pratique :

Hérode a 3 ans. Son prénom a été choisi par son arrière-grand-père. En famille, il a toujours été appelé Willow car sa mère adore le film éponyme. Ce prénom ne fait pas partie des 3 prénoms déclarés à l'état-civil (Hérode, Ali, Bart). Pouvez-vous préciser à ses parents la procédure à suivre et les conditions de fond à respecter pour modifier son prénom et accorder le droit et la pratique ?



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 18

Question théorique :

Les méthodes d'interprétation de la règle de droit

Question pratique :

Alors qu'elle avait coupé le contact et qu'elle était en train de descendre de son véhicule, une personne a été heurtée par un autre véhicule. La personne blessée est-elle un conducteur ou une victime au sens de la loi du 5 juillet 1985 ? La Cour de cassation la considère comme « conducteur » ; plusieurs cours d'appel comme une victime.

Quelle solution doit prévaloir ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 19

Question théorique :

Commentez cet article issu du Code civil : *Article 1245-3 Un produit est défectueux au sens du présent chapitre lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Dans l'appréciation de la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre, il doit être tenu compte de toutes les circonstances et notamment de la présentation du produit, de l'usage qui peut en être raisonnablement attendu et du moment de sa mise en circulation. Un produit ne peut être considéré comme défectueux par le seul fait qu'un autre, plus perfectionné, a été mis postérieurement en circulation.*

Question pratique :

Après avoir consommé de la viande achetée la veille dans une boucherie, un enfant est contaminé par une souche de la bactérie Salmonella. Ses parents veulent agir en réparation des dommages causés par l'infection. S'ils optent pour le fondement de la responsabilité du fait des produits défectueux, quelles preuves devront-ils fournir ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 20

Question théorique :

Dressez la typologie des régimes de protection des incapables.

Question pratique :

Mme D... s'inquiète beaucoup pour son père. Veuf depuis 17 ans et âgé de 87 ans il a décidé d'épouser sa professeure de Taï-Chi âgée de 50 ans, mère célibataire d'un fils. M. D... dispose d'un important patrimoine. Jusqu'au début du mois de mai, il se portait très bien tant sur le plan physique que mental. Mais la récente canicule l'a affaibli : il dort énormément, ne semble jamais reposé, tient des propos décousus. Il se montre toutefois déterminé à se marier avant le 14 juillet. Quelles solutions s'offrent à Mme D... ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 21

Question théorique :

Responsabilité contractuelle ou responsabilité extra-contractuelle ?

Question pratique :

Souhaitant participer au congrès annuel de l'Association dentaire française (l'ADF), la société Éditions SBS lui a adressé une « demande d'admission » assortie d'un acompte qu'elle a payé. Elle a reçu notification cependant d'un refus d'admission au congrès. Elle reproche à l'ADF d'avoir manqué à son engagement contractuel en refusant de lui fournir un stand lors du congrès et veut l'assigner en indemnisation de ses préjudices. Quel serait le fondement de sa prétention ?



Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 23

Question théorique :

Consensualisme et conséquences.

Question pratique :

M. W... a visité samedi dernier un magnifique studio, à proximité de la Tour Eiffel, vendu à prix intéressant dans le cadre du divorce (houleux) de son propriétaire actuel. Il lui a adressé quelques heures plus tard un courriel pour lui faire part de sa décision d'acheter ce bien au prix demandé, en payant comme exigé par l'annonce tous les frais de la vente. Il a reçu en réponse le message suivant : « Ok. On voit cela lundi. Ne m'embêtez plus ce week-end ». Le lundi matin, lorsque M. W... a appelé le propriétaire pour finaliser, l'accord, à 10:00, celui-ci lui a répondu : « Trop tard. Je l'ai vendu tout à l'heure à quelqu'un qui m'a proposé 10.000 € de plus que vous ».



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours Droit-économie 2026

--

Épreuve orale de droit Sujet n° 24

Question théorique :

L'acquisition de la propriété.

Question pratique :

Suite à l'acquisition d'un bien immobilier, un couple découvre, en deux fois à quelques années de distance, des lingots d'or enfouis dans le sol du jardin. Les héritiers de l'ancien propriétaire du bien immobilier, ayant appris la découverte par les réseaux sociaux, veulent exercer une action en revendication des lingots d'or car « le droit de propriété est imprescriptible ».

Est-ce exact ?